



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
Travail-Justice-Solidarité



NATIONS UNIES
GUINÉE

Rapport sur les consultations nationales

1. PROCESSUS DE CONSULTATION NATIONALE AVANT LE SOMMET SUR LA TRANSFORMATION DE L'ÉDUCATION

Nom du délégué : Dre Diaka Sidibé

Informations de base sur l'ensemble des consultations organisées

Date	03 et 04 Août 2022
Titre	Journées de Consultations Nationales sur la Transformation de l'Education en Guinée
Type	Nationale
Axe géographique	Les 8 régions administratives (Nzérékoré, Kankan, Faranah, Mamou, Labé, Kindia, Boké et Zone spéciale de Conakry)
Nombre de participants pour chaque consultation	200
Langue utilisée	Français

Nombre total de participants : 182

Tranche d'âge des participants		
1	0 - 17	1
2	18 - 29	33
3	30 - 59	142
4	60+	24
Sexe des participants		
1	Homme	152
2	Femme	48
3	Je préfère ne pas le dire	0

Nombre de participants de chaque secteur
--

Éducation	74	Nutrition	0
Protection de l'enfance	3	Communication	29
Santé	3	Technologies de l'information	1
Travail	19	Protection sociale	21
Environnement	1	Eau, assainissement et hygiène	3
Finances	19	Autre (les membres du comité d'organisation de l'atelier et les animateurs des focus groups)	27
Nombre de participants de chaque groupe de parties prenantes			
Enseignants, éducateurs, animateurs et professeurs			18
Jeunes et étudiants (y compris enfants et adolescents)			4
Responsables d'établissements scolaires			2
Représentants de la ville et des collectivités locales			1
Parents et soignants			5
Petites/moyennes entreprises/syndicats			6
Grandes entreprises nationales			4
Membres du Parlement			3
Entreprises multinationales			3
Autorités locales			2
Gouvernement et institutions nationales			9
Fonctionnaires			40
Communauté économique régionale			0
Organisations des Nations Unies			7
Organisations non gouvernementales locales			10
Institutions financières internationales et/ou régionales			2
Organisations non gouvernementales internationales			3
Fondations privées / Partenariat / Alliance			2
Populations autochtones et dirigeants communautaires			1
Communauté scientifiques, universitaires, universités et instituts de recherche			22
Médias			29
Autres (les membres du comité d'organisation de l'atelier et les animateurs des focus groups)			27

2. PRINCIPES D'ENGAGEMENT

Comment avez-vous organisé la consultation pour garantir le respect des principes suivants des consultations nationales ?	
Une approche gouvernementale	Présidé par le Premier Ministre par intérim, Chef du Gouvernement, l'atelier sur les consultations nationales s'est déroulé au niveau national les 02 et 03 août 2022 à l'hôtel Riviera Royal. L'ensemble des parties prenantes au système éducatif guinéen y ont pris part, et ils sont venus de toutes les régions administratives (en plus de la zone spéciale de

		Conakry). Les représentants du système des Nations-Unies et d'autres partenaires techniques et financiers (notamment l'AFD), les organisations de la société civile, le Parlement, les écoles/universités et les représentants des jeunes étaient aussi présentes et ont activement participé aux différentes activités. Les trois ministres sectoriels étaient accompagnés de leurs homologues des Ministères de la justice, et de la Communication et de l'information. Il faut noter qu'un échantillon de 48 panélistes ont été repartis autour de 4 panels ou focus groups.
	Inclusion et égalité	Les groupes de travail étaient très composites et équilibrés en termes de représentativité. Ils contenaient aussi bien les acteurs de Conakry que ceux des autres 7 régions administratives du pays. Sur les 48 panélistes, 10 étaient des femmes bien que les invitations aient mis l'accent sur une égalité parfaite homme/femme.
	Mettez l'accent sur les jeunes en tant qu'agents du changement	La jeunesse a été suffisamment représentée comme l'atteste la présence de la Présidente du Parlement des Enfants, le Président de l'Association des Etudiants de Guinée, le Président de la Commission Jeunesse du Conseil National de la Transition, le représentant des parents d'élèves et d'autres élèves et étudiants issus des écoles, instituts et universités du pays.

3. AXES DE LA CONSULTATION ET RÉSULTATS

Dans l'ensemble, lors des consultations, les éléments suivants revenaient dans les discussions :

Écoles inclusives, équitables, sûres et saines	<ul style="list-style-type: none"> • La faible vulgarisation des textes de lois constitue un frein à la qualification du système éducatif dans son ensemble. Cette réalité associée aux obstacles socioculturels, empêche considérablement le respect de l'équité dans la réalisation des projets/programmes. • La nécessité de faire recours des cartes scolaires afin de faciliter la prise de décision dans l'implantation de nouvelles structures éducatifs.
Apprentissage et compétences pour vivre, travailler et promouvoir un	<ul style="list-style-type: none"> • La dégradation des conditions de vie des enseignants (primaire, secondaire, enseignement technique et supérieur) dans les premiers mois de la pandémie de COVID-19, notamment ceux du privé,

<p>développement durable</p>	<p>a contribué à accentuer la pauvreté dans les ménages des concernés.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La nécessité de faire recours aux sortants des ENI et ISSEG, et la formation continue des formateurs afin de combler le gap en matière de déficit d'enseignants compétents. • L'actualisation des salaires des enseignants sur la base du niveau de vie actuelle en Guinée. • La nécessité de réviser les curricula pour les adapter aux réalités socioéconomiques de la Guinée.
<p>Enseignants, enseignement et profession enseignante</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La pléthore des effectifs dans les salles de classe couplée au faible niveau de certains enseignants/formateurs. Ce qui influence considérablement le niveau et la qualité de formation et d'apprentissage des enfants. • Rigueur dans le recrutement dans enseignants à tous les niveaux d'enseignement : primaire, secondaire et université
<p>Apprentissage et transformation numériques</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les coups durs portés par la pandémie de Covid-19 au système éducatif guinéen, et les mesures immédiates de continuité pédagogique à travers les cours dispensés à la radio, à la télévision nationale et sur quelques plateformes en ligne. • La nécessité pour la Guinée de se tourner vers les technologies d'enseignement virtuel (comme les Espaces Numériques de Travail et la formation à distance) pour accroître la résilience de son système éducatif face aux crises d'envergure similaire à celle du COVID-19.
<p>Financement de l'éducation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'accent a été mis sur le rehaussement du budget national alloué au secteur de l'éducation de 12% actuellement à 16% en 2025, puis à 20% à l'horizon 2030. • La problématique de la concentration des dépenses publiques de l'éducation au niveau central qui absorbe plus de 60% des dépenses totales au détriment des structures déconcentrées.

Les principaux résultats concernant les quatre composantes clés des consultations nationales sont :

<p style="text-align: center;">Rétablissement à la suite de la perturbation due à la Covid-19</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Fermeture des écoles et des universités pratiquement dans tout le pays, ceci pour tenter de limiter la propagation de la COVID-19 en milieu scolaire; • Professionnellement, des emplois ont été perdus, plus de la moitié des enseignants du primaire, du secondaire, du supérieur et une grande partie du personnel d'appui sont partis au chômage et sans salaire, notamment dans les écoles privées; • Rendre disponibles dans les écoles rurales les enseignants qu'il faut pour un enseignement de qualité et améliorer les conditions d'études dans ces écoles ; • La pérennisation et l'élargissement de la zone de couverture de la radio scolaire; • Le développement du réseau pour l'acheminement des cours conçus sur des supports physiques dans des localités enclavées à faible couverture réseau; • La poursuite du développement des espaces numériques de travail dans toutes les institutions d'enseignement et de formation; • La conception de contenus pédagogiques numériques gratuits, ouverts et de haute qualité; • La formation de psychosociologues scolaire; • La formation à la citoyenneté numérique, le bien-être, la vie privée et la sécurité; • La connectivité des zones enclavées et la mise à disposition des technologies inclusives et assistées;
	<ul style="list-style-type: none"> • Manque considérable de ressources et d'accès pédagogiques pour les enseignants. Cela représente un danger pour la qualité et la performance des enseignements/apprentissages; • Inadéquation entre les programmes enseignés et les besoins en matière d'employabilité des jeunes diplômés, environ plus de 70% d'entre eux sortent

<p style="text-align: center;">Transformation de l'éducation</p>	<p>des institutions d'enseignement sans trouver un emploi, impact négativement le pays;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risque d'un fort d'abandon suite manque d'insertion professionnelle et de reconnaissance envers les formateurs issus des établissements de formations initiales des enseignants du primaire (ENI) et du secondaire (ISEEG) ; • Redéfinir les profils d'entrée dans les filières de formation des maîtres pour ne recruter que des apprenants possédant les préalables pour un cheminement harmonieux dans les programmes ; • Fixer à trois ans la durée de la formation dans les ENI en intégrant effacement les différents volets de celle-ci (formation académique, formation pédagogique et stage en enseignement) ; • Améliorer la connectivité du pays à l'internet, mettre en place des Espaces Numériques de Travail (ENT) et encourager la formation à distance;
<p style="text-align: center;">Révision des objectifs et critères de référence nationaux en matière d'éducation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Effectifs pléthoriques dans les salles de classe couplée au faible niveau de certains enseignants/formateurs influencent le niveau et la qualité de formation et d'apprentissage des élèves/apprenants/étudiants; • Des cibles de l'ODD-4 à l'horizon 2030 en phase avec celles des politiques publiques de la Guinée en matière d'éducation; • Sur la base du Rapport de la Conférence des ministres des états membre de de la francophonie (CONFEMEN), la Guinée n'est pas sur une bonne trajectoire dans l'atteinte des indicateurs de l'ODD-4 à 8 ans de l'échéance. Toutefois, le respect des engagements de financement des PTF, l'augmentation de ressources financières additionnelles et l'engagement des nouvelles autorités du pays pourraient inverser la tendance. • Faible vulgarisation des textes de lois, ce qui constitue un frein à la qualification du système éducatif dans son ensemble;

	<ul style="list-style-type: none"> • Lever les obstacles socioculturels qui empêchent considérablement le respect de l'équité dans la réalisation des projets/programmes; • Encourager la présence des femmes au niveau des postes de chefs d'établissement ; • Encourager l'exécution complète des programmes d'études; • Le manque de collaboration directe entre les Ministères sectoriels et le parlement/CNT dans l'élaboration des priorités axées sur les questions de politiques éducatives en Guinée;
<p>Garantie d'un financement public durable</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Seulement 12% du budget national a été alloué au secteur de l'éducation en 2022; • Prolifération des cours d'enseignements privés à Conakry, de plus en plus, dans les régions du pays; • Faible capacité des planificateurs du système éducatif conduisant à des taux d'exécution du budget très faible ; • Déséquilibre dans la répartition du budget entre les trois sous-secteurs; • La régulation du budget en défaveur des ministères en charge de l'éducation et de la formation; • La faible participation du secteur privé au financement du système éducatif; • Mise en place du Fonds Commun pour l'Éducation (FCE/BAS) mais avec des taux de décaissement faibles; • Élaboration du document de stratégie du secteur de l'éducation (2023-2025) afin d'améliorer la planification et l'exécution du ProDEG; • Création de l'Agence Nationale pour le Financement de l'Éducation (ANAFE) qui sera un outil important de notre système éducatif;